

UN SECTEUR DE CHOC

15% DE LA MAIN-D'OEUVRE MANUFACTURIÈRE

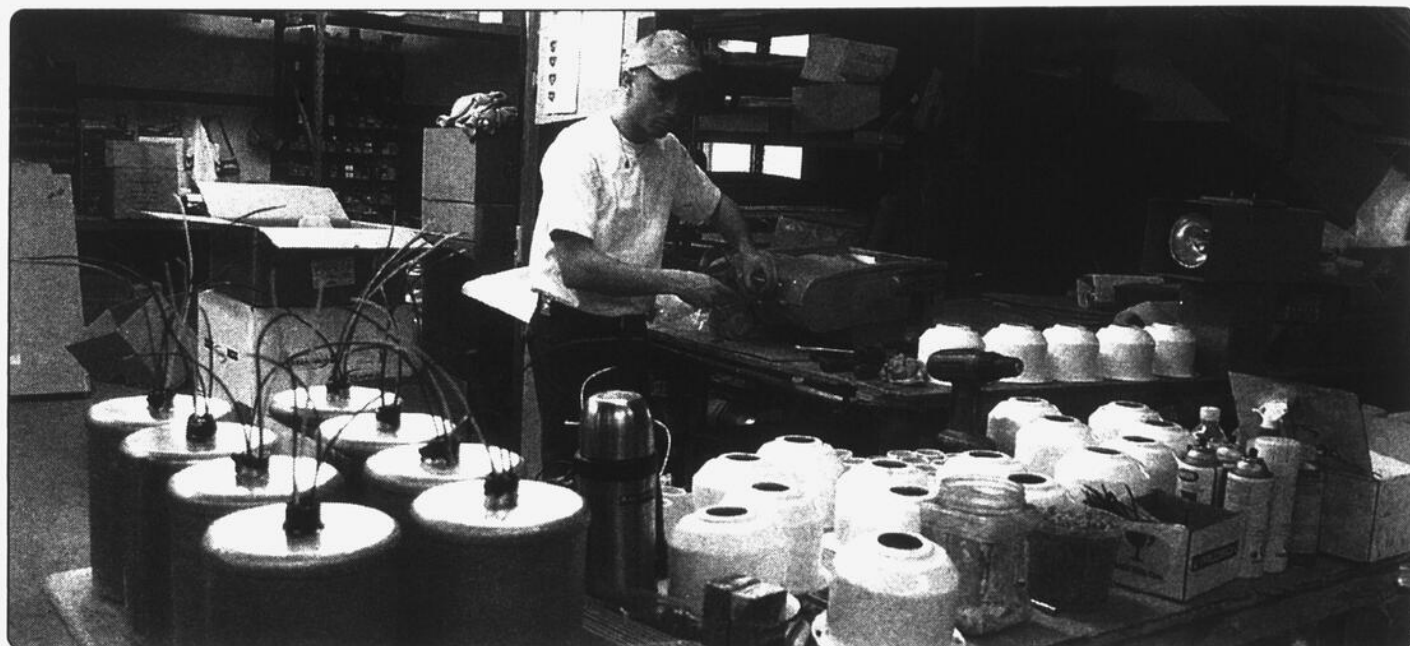
L'industrie électrique et électronique, le secteur qui emploie le plus de travailleurs

CLAUDE PHANEUF

La fabrication de produits électriques et électroniques est souvent regroupée à l'intérieur d'une même famille économique puisqu'elle repose sur la connaissance de l'électricité. L'électronique est une version miniaturisée de l'utilisation de l'électricité. Mais le lien de parenté s'amenuise, les deux secteurs évoluant de façon indépendante.

En fait, il s'agit de deux générations successives de technologie. L'électricité a vu le jour à la fin du 19^e siècle et est aujourd'hui considérée comme une technologie mature. L'électronique est apparue dans les années 50 avec la création des premiers transistors et poursuit encore son évolution.

En matière d'emplois, ici comme ailleurs au Québec, tous les secteurs économiques font figure de parent pauvre à côté du secteur des services qui occupe tout près des trois quarts de la population active. Néanmoins, les entreprises qui fabriquent des produits – pour les distinguer de celles qui vendent des services – occupent plus de 10,000 personnes de la



L'assemblage de lampadaires, chez Genilux.

MRC du Haut-Richelieu, soit environ une personne occupée sur cinq. La proportion est semblable dans l'ensemble de la Montérégie.

Dans tout ça, les fabricants de produits électriques et électroniques occupent 1425 personnes dans le Haut-Richelieu, selon Emploi-Québec. Donc, plus d'une personne sur dix occupant un emploi manufacturier travaille dans ce secteur. Alors qu'en Montérégie la fabrication de produits électroniques domine l'emploi du secteur, dans le Haut-Riche-

lieu, c'est l'inverse.

Ici, l'emploi de ce secteur dépend en fait de quatre entreprises: Thomas & Betts, Oerlikon, Pirelli Cables et Power Battery. À elles seules, ces entreprises représentent plus de 90% des emplois liés à la fabrication de produits électriques et électroniques.

Il faut souligner que des entreprises classées dans d'autres secteurs mènent des activités directement liées au secteur de l'électricité et de l'électronique. C'est le cas notamment pour GLP Hi Tech, produits de

puissance, pour Termaco et pour Mételec. Même Formica fabrique des tuiles pour des systèmes de planchers servant au passage du câblage de télécommunication.

Selon Emploi-Québec, d'une façon générale, la rémunération des travailleurs impliqués dans la fabrication de produits électriques est inférieure à celle du secteur des produits électroniques, 18 \$ l'heure contre 22 \$. En Montérégie, le salaire moyen des deux secteurs combinés s'élève à 43 000 \$ pour les emplois à

temps plein. Les deux tiers de la main-d'oeuvre sont composés d'hommes, âgés le plus souvent de 25 et 44 ans.

Mais l'emploi et la production sont sensibles à la conjoncture économique et peuvent fluctuer rapidement comme ça a été le cas en 2000. Plusieurs entreprises sont dépendantes d'un marché d'exportation en très forte compétition. L'organisme s'attend à une faible croissance au cours des prochaines années, de l'ordre de 1% à 2% annuellement pour la Montérégie. ■

Vous avez une idée en or ?

IQ Investissement Québec

Nous avons du financement à la pièce.

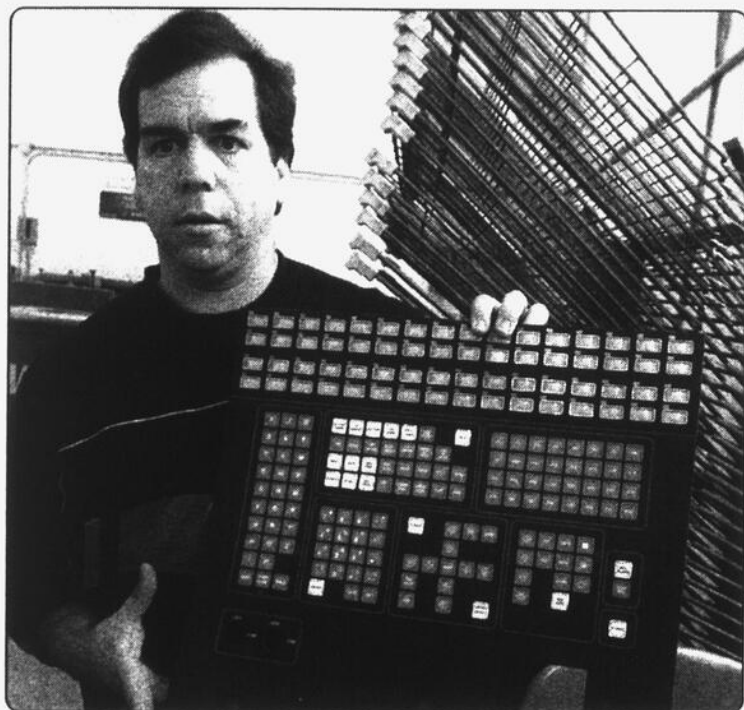
Pour un premier contact :

1 866 870-0437

www.investquebec.com

Vous cherchez du financement pour vous tailler une place de choix et vous établir dans de nouveaux marchés ? Vous souhaitez bénéficier du coup de pouce nécessaire au démarrage de votre projet ? Communiquez avec nous et nous verrons ensemble quelle solution d'affaires pourrait vous permettre de réaliser vos ambitions.

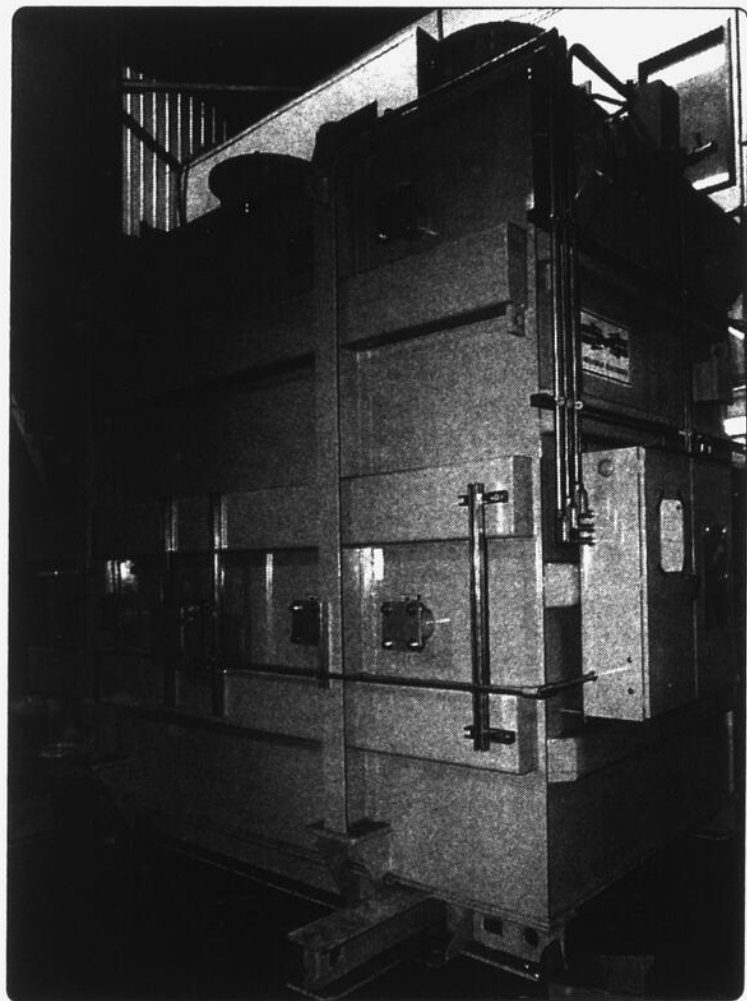
UN SECTEUR DE CHOC



François Bienvenue travaille seul dans son entreprise, Interface Graphique. Il fabrique toutefois un produit bien particulier, soit des claviers à membranes pour les commandes d'appareils électroniques.



Piorelli est l'un des plus importants employeurs du secteur de l'électricité dans la région. L'entreprise fabrique du câble de puissance pour le transport de l'électricité.



Un transformateur de puissance fabriqué par Mégatran.

ENTREPRISES DES SECTEURS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES DE SAINT-JEAN, VILLE ET RÉGION

Entreprises	Secteurs	Emplois
Thomas & Betts	Matériel d'usage industriel	696
Oerlikon	Composantes électroniques	335
Pirelli Cables	Câbles et communication	307
Power Battery	Accumulateurs	180
Aube Technologies	Composantes électroniques	40
Mégatran	Transformateurs	20
Mul-T-Plex	Câbles et communication	15
Éclairage Génilux	Éclairage	14
CEMI	Matériel d'usage industriel	12
Battelec	Accumulateurs	7
Contrôle PC	Composantes électroniques	7
Richelain Étiquetage	Matériel d'usage industriel	7
Cables Power Canada	Câbles et communication	4
Panneaux Laser SAI	Composantes électroniques	3
Interface Graphique	Composantes électroniques	1
Production Vincelette	Composantes électroniques	1

Source : CLD, Répertoire des industries manufacturières du Haut-Richelieu, 2002

PERSONNES OCCUPÉES, QUÉBEC, MONTRÉGIE, HAUT-RICHELIEU RECENSEMENT 2001

Personnes occupées	Québec	Montréal	MRC Haut-Richelieu
Total	3 434 270	642 495	49 065
Agriculture, forêts et mines	101 725	19 190	1 735
Construction	148 860	29 455	2 335
Services publics	25 225	5 745	270
Services	2 561 200	458 850	34 505
Fabrication	597 260	129 245	10 215
***	***	***	***
Produits informatiques et électroniques	31 420	7 565	270
Matériel d'appareils et de composants électriques	14 565	4 245	1 155

Source : Emploi-Québec, Montréal

F. FARHAT LUNETTERIE

RIEN À PAYER AVANT

6 MOIS

* Sur approbation du crédit

1

À l'achat d'une paire de lunettes complète

2

recevez la deuxième paire sans frais

3

Une paires de verres de contact
(sofles, sphériques, clairs, simple vision)

3

pour

1

1050, boul. du Séminaire Nord, Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 348-8651

UN SECTEUR DE CHOC

RLE: une question d'étiquette

CLAUDE PHANEUF

Il a les allures d'un inventeur. Le bureau devant lui, avec ses piles de papiers et ses divers bidules, apparaîtrait comme un fouillis inquiétant à quiconque, mais Michel Poulin ne s'en montre nullement préoccupé. D'un coup d'oeil, il distingue l'essentiel du détail, le prioritaire du secondaire. Son cerveau semble fasciné par une idée primordiale: la mécanique des choses. C'est l'art d'assembler moteurs, câbles, leviers et engrenages dans le but de réaliser efficacement une tâche précise.

Depuis une dizaine d'années, il s'est concentré sur une tâche particulière: l'éti-

quetage de produits. Simple en apparence, l'étiquetage mécanique de produits offre plus d'un défi à un esprit curieux. Il ne s'agit pas toujours de belles boîtes de conserve, bien rondes et roulantes, qui s'arrachent un peu de colle et de papier en traversant une machine. Certes, sa compagnie Richelain Équipement d'Étiquetage (ou Richelain Labeling Equipment, RLE) en fabrique de ces étiqueteuses de base. Mais Michel Poulin prend vraiment son pied lorsqu'on lui demande de fabriquer une machine qui saura étiqueter automatiquement des formes irrégulières. Pensez aux défis d'apposer une étiquette de façon précise sur tous les designs de contenants sur le marché. Ou encore, dans le creux tout en relief d'une lame de pelle.

Poser une étiquette à un endroit plat et précis est une

chose. Poser une étiquette sur des produits en forme d'entonnoir ou d'obus, qui défilent à toute vitesse, en est une autre. Évidemment, vous perdez des points si l'étiquette a glissé de côté, ou encore si vous ralentissez la cadence de production. Vous perdrez davantage de points si les produits en question sont des aliments et que la chaleur dégagée par votre machine les fait surchauffer. De plus, certains produits offrent une très petite surface, comme les contenants de cosmétique par exemple, ce qui réduit d'autant la marge d'erreur. Il peut aussi avoir plus d'une étiquette à apposer sur un même objet, et l'un et l'autre devront s'aligner correctement. Dernière règle: la dimension et le design de l'étiquette sont décidés par le client, pas le droit de les modifier.

Président, fondateur et

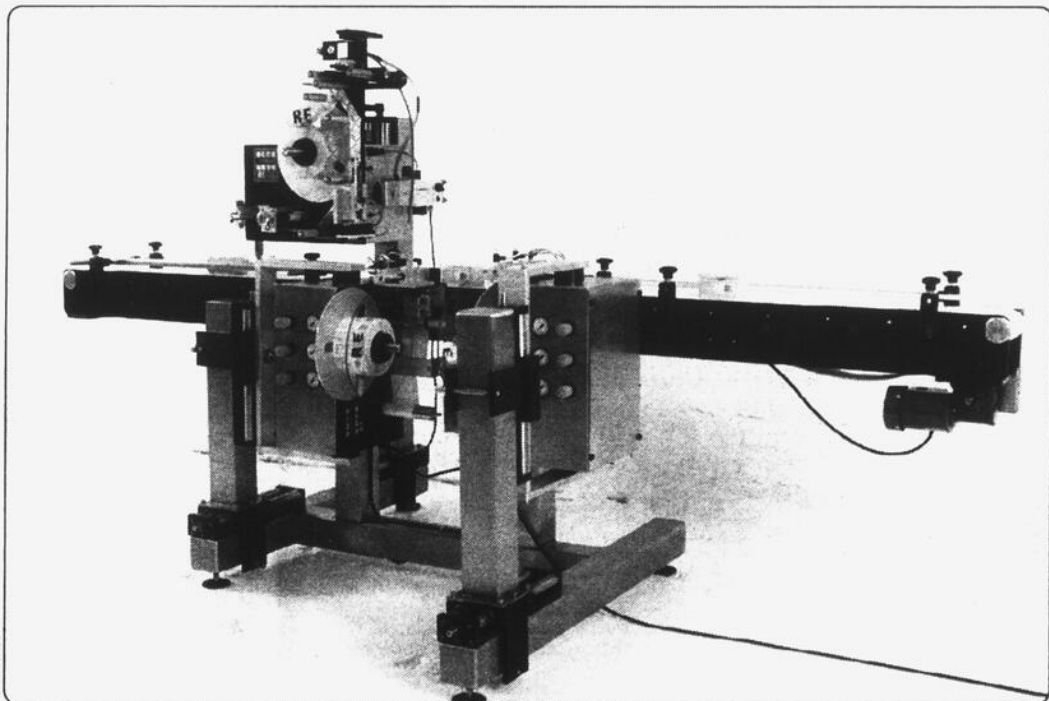


Michel Poulin devant une machine pour étiqueter des bouteilles.

propriétaire unique de Richelain Équipement d'Étiquetage, Michel Poulin préfère se définir comme un patenté. Il prend un plaisir évident à trouver des solutions efficaces à des problèmes mécaniques complexes. Lors de ma visite, il m'a expliqué une de ces solutions. Il montre une bouteille de produit de beauté ayant une forme semblable à une silhouette ronde, large aux épaules et mince à la taille. Lorsque la bouteille tourne, le haut parcourt plus de distance que le bas. Leur vitesse de rotation est donc différente, l'un parcourant plus de distance que l'autre dans le même laps de temps. Pour cette raison, au cours de l'étiquetage, si un seul rouleau appuie l'étiquette, elle risque d'être croche. Solution: remplacer le rouleau unique par une série de rouleaux indépendants qui pourront tourner à leur vitesse respective, au bas comme au haut de la bouteille. Efficace et déconcertante de simplicité. C'est comme ça que le cerveau de Michel Poulin fonctionne, avec un enthousiasme naturel pour la mécanique.

Il existe peu de fabricants de machinerie d'étiquetage au Québec et la concurrence se fait davantage sur le marché des équipements de base, que celui des équipements sur mesure. À cet égard, Richelain a lancé récemment une étiqueteuse d'appoint standard. Compacte et modulaire, elle peut être utilisée pour l'insertion de publicité «flash». Autre innovation, l'entreprise offre aussi un alimenteur en carton qui permet la mise à jour de renseignements sur des boîtes déjà imprimées.

Michel Poulin prend soin de partager les succès et les innovations de Richelain avec son équipe de sept personnes, dont plusieurs sont avec lui depuis de nombreuses années. Il a réussi à faire connaître son entreprise en utilisant, entre autres, des revues spécialisées. Avec un taux annuel de 20% de croissance, l'entreprise semble avoir le vent dans les voiles. Pour ce qui est du désordre de son bureau, un ancien patron aimait raconter que a clean desk is the sign of a sick mind! (Un bureau propre est signe d'un malaise mental!). ■



Certaines machines sont plus sophistiquées. Il n'est pas toujours évident d'apposer une étiquette sur une forme irrégulière.

Robert Paradis
Président-éditeur

Renel Bouchard
Directeur général

Charles Couture
Directeur général adjoint

Gilles Lévesque
Rédacteur en chef

Marc-O. Trépanier
Directeur de l'information

Michel Phaneuf
Gilles Bérubé
Louise Bédard
Journalistes

Jacques Paul
Rémy Boily
Photographes

Gabrielle Agarla
Adjointe à la direction
générale

Denis Jolin
Sylvie Leblanc
Michel Turgeon
Manon Lavigne
Nancy Leclerc
Francis Benoit
Conseillers publicitaires

Lyne Laporte
Rédactrice publicitaire
Hebdos Sélect
Publicité nationale

Rose Audette-Lemondé
Directrice de
la production

Christian Marleau
Directeur de
la distribution

Roger Trahan
Contrôleur

Suzette Vincent
Directrice
administrative

Imprimé par :
Quebecor World Saint-Jean

CLASSE
affaires

Une publication du:



Le Canada Français

84, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6X8
Téléphone : (450) 347-0323

Toute reproduction des annonces ou information, en tout ou en partie de façon intégrale ou déguisée, est formellement interdite sans la permission écrite de l'éditeur.

UN SECTEUR DE CHOC

Génilux, le génie de l'éclairage

CLAUDE PHANEUF

Ils sont partout et pourtant nous finissons par les oublier tellement ils se fondent dans le décor. Mais s'ils disparaissaient des parcs, de grands édifices ou des pistes cyclables, nous

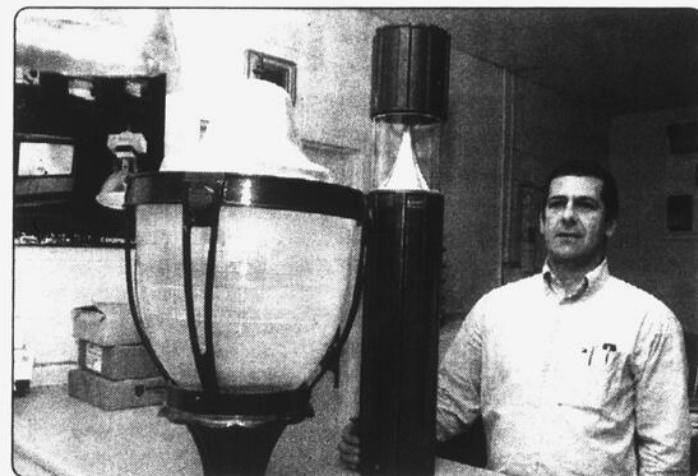
nous en plaindrions certes. L'idée d'être à la noirceur dans un stationnement, intérieur ou extérieur, n'a rien pour rassurer le commun des mortels. Génilux comble ce besoin en fabriquant des lampadaires et des luminaires.

Laurent Jacques a quitté sa Beauce natale en 1996 pour s'établir dans la région. Entrepreneur, il fonde Génilux, l'entreprise soeur de Proballast, un distributeur d'équipements d'éclairage.

Génilux réalise le design de ses produits et, comme le veut la définition, le design est l'art de marier la fonction et la forme. Bien qu'il s'agisse d'équipements utilitaires, les efforts ne se limitent pas à brocher un spot au bout d'un poteau. Imaginez la laideur. En plus d'éclairer adéquatement, les luminaires et les lampadaires doivent s'intégrer harmonieusement, souvent discrètement, à leur environnement.

Les concepts prennent forme sur une planche à dessin et ensuite sur ordinateur. À partir de ceux-ci, les moules sont réalisés et les pièces seront coulées en aluminium, une opération donnée en sous-traitance à une entreprise située à Delson. Les pièces sont ensuite modifiées selon les besoins et peinturées.

Bien qu'en apparence l'étape de la peinture puisse apparaître simple, ce n'est pas le cas. Les luminaires et



Laurent Jacques montre des produits que fabrique son entreprise.

les lampadaires doivent résister aux intempéries. L'application de la peinture se fait selon une méthode électrostatique. Plus précisément, il s'agit d'une peinture en poudre ayant une charge d'électricité statique positive, tandis que le métal reçoit une charge négative. Lorsque la peinture est vaporisée, elle adhère parfaitement, comme un aimant, à tous les recoins et pores du métal. Au préalable, le métal aura été nettoyé avec soin pour assurer la conduction électrique : bain de phosphate, dégraissage et décapage au sable. La méthode est tellement unique que certains entrepreneurs de la région ont eu recours à Génilux pour la peinture de

pièces d'équipement.

Génilux s'adonne autant à l'éclairage extérieur qu'intérieur, par exemple de grands entrepôts. La majorité des produits est distribuée au Québec et la principale concurrence provient de l'Ontario. En plus des distributeurs, l'entreprise peut aussi faire affaire directement avec des concepteurs d'édifice ou d'espace, ingénieurs et architectes.

Laurent Jacques a réalisé de grands projets d'éclairage. Nommons quelques-uns d'entre eux : l'IKEA à Boucherville, l'IGA à Brossard et le Coq Rapide de Saint-Jean. Des lampadaires Génilux éclairent même des coins de Floride. ■



Les lampadaires à l'extérieur du Coq Rapide sont une réalisation de Génilux.

Imagine... Une ville bien branchée !



UN SECTEUR DE CHOC

Mul-T-Plex ou le système nerveux des camions blindés

CLAUDE PHANEUF

Un camion blindé, sans doute regorgeant d'argent, s'arrête et la porte arrière s'ouvre. Dans un accès de folie, voulant mettre fin à vos tracasseries financières, vous et vos complices neutralisez les gardes. Enfin, le camion est à vous seul. Et là survient la grande désillusion. Vous n'arrivez pas à mettre la main sur l'argent, ni même à vous enfuir avec le camion.

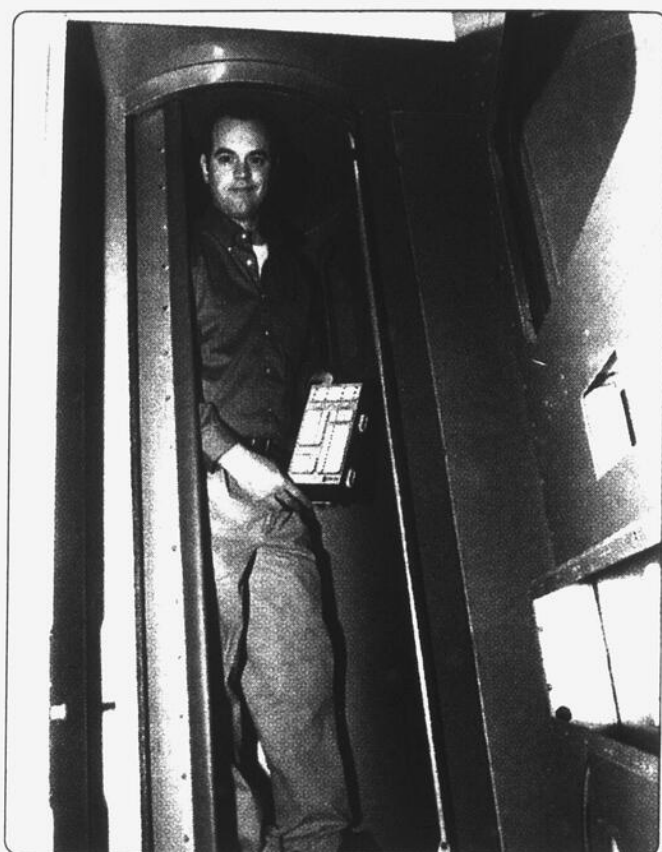
Les systèmes antivol moder-

nes sont tellement perfectionnés que même les gardiens ne peuvent entrer, ni opérer, un camion blindé sans suivre exactement, pas à pas, un scénario précis. Heureusement, ils n'ont pas à apprendre toutes les procédures par cœur. Les systèmes «intelligents» du camion déterminent les activités, possibles ou impossibles, selon une séquence et un agencement précis. L'employé a simplement à faire la preuve d'être la personne qui doit être là, à ce moment-là. Les mesures antivol peuvent être élaborées, ou encore très élémentaires, comme empêcher le démarrage du moteur lors-

qu'une porte quelconque est ouverte.

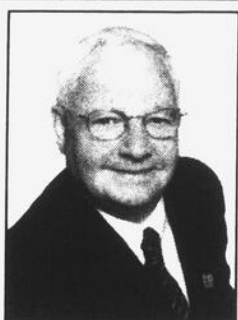
Toutes les composantes nécessitant une surveillance sont munies d'un capteur qui envoie ou reçoit de l'information, sous forme d'un signal électronique, en provenance ou à destination du système de contrôle. Auparavant, chaque capteur était lié individuellement au contrôle. Il en résultait un fouillis de câbles et de fils qui prenaient toutes les allures d'un plat de spaghetti.

Entre en scène Mul-T-Plex, une compagnie soeur de Cambli International, toutes deux installées au hangar H4 de l'aéroport de Saint-Jean. Alors que le dernier fabrique et installe les boîtes de camion blindé et leurs accessoires, le premier conçoit et intègre les systèmes de sécurité. Elle fera ap-



Martin Cousineau dans le sas d'un camion blindé. Le système fabriqué par Mul-T-Plex permet d'analyser différents paramètres pour contrôler l'accès au véhicule.

pel à une nouvelle technologie jamais utilisée dans ce domaine: la technologie multiplex, d'où évidemment le nom de l'entreprise. ■



M. Gilles Dolbec

MESSAGE DU MAIRE

«Saint-Jean-sur-Richelieu, ville et région»

Au nom des membres du conseil municipal, je suis heureux de souligner l'importance de nos industries à Saint-Jean-sur-Richelieu, particulièrement celles reliées au monde de l'électricité et de l'électronique. Le développement économique et la création d'emplois sont les priorités de notre administration et les industries spécialisées doivent occuper une place de choix dans notre stratégie.

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu compte un bon nombre d'entreprises manufacturières spécialisées dans l'électricité et l'électronique. En réunissant ces entreprises, nous serions impressionnés par la très grande variété et la très grande qualité des produits fabriqués chez nous. Que ce soit des produits électriques ou électroniques, ils démontrent le génie créatif et la qualité de la main-d'œuvre chez nous.

Aujourd'hui en 2003, ces technologies sont indispensables dans la majorité des produits de consommation et nous sommes fiers de savoir que nos entreprises jouent un rôle majeur dans ces domaines.

Profitons de cette édition du Classe Affaires pour féliciter les entreprises et leurs employés pour tous ces produits remarquables. Je vous invite à lire les pages de ce numéro et découvrir ce milieu fascinant de notre économie régionale.



Le maire,
Gilles Dolbec

1082-40-367/0

Réveillon du Jour de l'An 2003

Le mercredi 31 décembre à 19 h 30



MENU :
Potage
Salades
Fesse de boeuf
Jambon à l'érable
Filet de porc au gingembre
Vol-au-vent
aux fruits de mer

LE FORFAIT COMPREND :
Souper et spectacle, animation, danse, mousseux et buffet à minuit

Prix : 65\$
(Taxes et service inclus)

Julienne de légumes
Pommes de terre parisiennes, four, grecques
Riz pilaf
Vin (1 bouteille pour 4 personnes)
Variété de desserts
Café / Thé

Pour renseignements et réservations :
(450) 349-2239

Le C.A.D.O. (Centre d'Animation et de Divertissement des Organismes)

1555, rue Des Échevins, Saint-Luc

UN SECTEUR DE CHOC

Le multiplex réduit le câblage de 80%

Le multiplex permet d'acheminer plusieurs signaux sur une seule voie de transmission. Finis les spaghettis, les informations voyagent sur la même boucle de fils, réduisant ainsi jusqu'à 80% le câblage. L'entreprise se spécialise aujourd'hui dans le design et l'intégration de systèmes multiplexés.

En 2000, le leader mondial britannique en transport de valeur, Securicor, fit l'acquisition de Loomis Armored Car Service, à l'époque leader canadien de l'industrie. Le nouveau propriétaire veut relever le niveau des dispositifs de sécurité afin de se conformer à ses normes internationales. Dans ce genre d'affaires, le niveau de sécurité doit être uniforme sur toute la ligne. Pas question d'expliquer au client que son argent sera un peu moins en sécurité au Canada qu'ailleurs.

La même année, Martin Cousineau, aujourd'hui vice-président de Mul-T-Plex, entre chez Cambli. Après cinq années chez Bombardier, il était au fait des systèmes multiplexés. Invité à faire un séjour chez un fabricant britannique de camions blindés afin de se familiariser avec l'instrumentation sécuritaire, il conclut à son retour, que ces instruments survivraient mal au climat canadien. Il propose une approche nouvelle qui inclut la

technologie multiplex. Et, comme le disent les Anglais, the rest is history.

La technologie proposée peut intégrer une foule de dispositifs adaptés aux exigences de sécurité du client. L'accès aux différents compartiments du camion peut être strictement contrôlé. Un gardien devra fournir son numéro d'employé et un mot de passe et, pour doubler de vigilance, des variables bio métriques peuvent être incluses pour confirmer son identité. Ainsi, le poids de la personne ou la forme de son iris devront être conformes aux informations stockées. Le client fournit les exigences, l'entreprise conçoit et intègre les systèmes, simples ou complexes. Dans certains cas, la programmation qui coordonne les dispositifs peut compter quelque 60,000 instructions. Et le système est tellement flexible que tout changement aux scénarios de sécurité peut être intégré immédiatement, sans recâblage.

Aujourd'hui, avec sa quinzaine d'employés, Mul-T-Plex demeure une des seules à offrir ce genre de services à l'industrie du transport de valeurs. Bien que le nombre de camions blindés en service n'augmente que lentement, bon nombre d'entre eux nécessitent une mise à jour sécuritaire. L'avenir s'annonce donc bien, d'autant plus que la technologie est utilisable par d'autres types de transporteurs.

Pour ce qui est des vols de camions blindés, on repassera. ■



La technologie multiplex permet d'acheminer plusieurs signaux sur un même transmetteur.



Mul-T-Plex équipe les camions Cambli, mais sa technologie pourrait servir dans d'autres secteurs.

L'homme Ford et les gens d'affaires : Un partenariat du tonnerre !



Alain Beauchamp



Chez Dupont Ford, M. Alain Beauchamp et M. Daniel C. Robitaille offrent un programme conçu à l'intention des entrepreneurs et des propriétaires de PME qui exploitent des voitures et des camions dans le contexte de leur entreprise.



Daniel C. Robitaille

- ✓ Achat et location-bail de véhicules
- ✓ Pièces et accessoires
- ✓ Financement
- ✓ Service technique
- ✓ Réparation et entretien
- ✓ Garanties et programmes d'entretien



Denis Dupont
L'homme Ford

Dupont & Ford

190, rue Moreau, Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 359-FORD (3673)
www.dupontford.com

UN SECTEUR DE CHOC

L'expertise pointue de CEMI

CLAUDE PHANEUF

Électricité 101 : Pour produire de l'électricité, vous aurez besoin d'un aimant et d'une bobine de fil, préférablement un fil de cuivre. Chaque fois que l'un se déplace par rapport à l'autre, une tension électrique apparaît. La nature le veut ainsi. Et plus il y a de fils qui entourent la bobine et plus la bobine se déplace rapidement par rapport à l'aimant, plus le voltage produit est grand. Le truc est de faire tourner tout ça rapidement, sans que l'énergie dépensée à faire tourner soit plus grande que celle sortant au bout du fil.

Au Québec, puisque nous avons beaucoup d'eau, nous

préférons l'hydroélectricité. L'eau est amassée dans de grands réservoirs et ensuite canalisée vers une turbine qui enclenche tout le mouvement. Au-dessus se trouve un grand assemblage circulaire de bobines de cuivre que l'industrie appelle les pôles saillants puisqu'elles sont exposées à l'aimant. C'est le rotor de l'alternateur.

Pardonnez cette longue mise en scène, mais si ce texte avait débuté avec la phrase que CEMI, l'entreprise de la rue Gaudette à Saint-Jean, est spécialisée dans la réfection des pôles saillants de rotor d'alternateur hydroélectrique, l'idée aurait été obscure. Admettez que c'est plutôt pointu comme spécialité, à ce point que l'entreprise y fait figure de joueur majeur avec près du tiers de ce marché de remise à neuf des pôles saillants.

Les centrales hydroélectri-

ques prennent de l'âge. Une majorité d'entre elles sont en fonction depuis quarante ou cinquante ans. À la longue, les bobines s'enrassent et leurs isolants se dégradent. Le fil, qui ressemble à un épais boudin de cuivre aplati et tourné en spirale rectangulaire, doit être nettoyé et débarrassé des dépôts qui s'y sont accumulés. Les vieux isolants doivent être remplacés par de nouveaux, plus modernes. Le tout doit être remonté avec une pression semblable à celle qui sera exercée par le mouvement de la turbine.

L'entreprise fut fondée en 1992 par trois associés : François Paquin, Claude Halpin et Jean-Guy Perreault. Initialement, l'intention était d'offrir des services de Consultation en Électricité, Maintenance et Installation, d'où le nom CEMI. En 1996, la remise à neuf de pôles d'alternateur de moyenne et de grande puissance est apparue comme l'activité la plus prometteuse et l'entreprise s'y est spécialisée. L'année dernière,



Patrick Côté dans l'usine de CEMI. L'entreprise reconstruit les pôles saillants de rotors d'alternateur hydroélectrique.

re, le Groupe Dubé, une entreprise familiale de la région d'Asbestos, en fit l'acquisition.

Bon an mal an, avec sa douzaine d'employés, CEMI remet à neuf de 700 à 800 pôles saillants, la plupart destinés au marché américain. L'entreprise peut travailler directement pour les producteurs d'électricité comme Hydro-Québec, ou en sous-traitance avec les

grands fabricants d'équipements hydroélectriques comme Voith Siemens.

L'évolution de ce marché est difficile à prévoir de l'aveu même du directeur de l'usine, Patrick Côté. La remise à neuf des équipements implique inévitablement l'arrêt, du moins partiel, de la production d'électricité d'une centrale, une décision difficile. ■



Un employé de CEMI au travail. Les activités de l'entreprise dépendent de la réfection des centrales hydroélectriques.

INTERFACE GRAPHIQUE

200-555, Grand Boulevard
Saint-Jean-sur-Richelieu
Québec, Canada J3B 5H8

Tel: (450) 512-9177

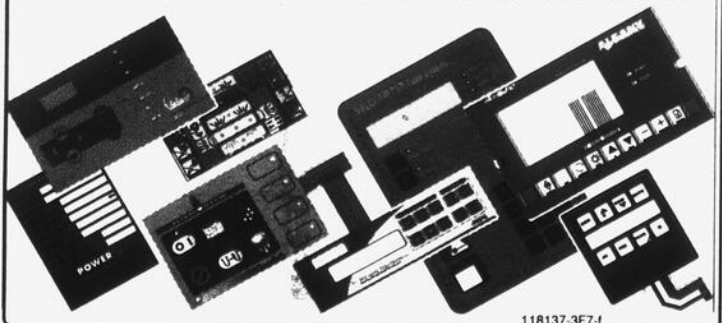
www.interface-graphique.com

claviers à membrane

faces graphiques

décalcomanies

Au service des manufacturiers locaux ...



118137-3F7-1

MUL--PLEX inc.

Spécialistes en design et
intégration de systèmes multiplexés
Manufacturier et intégrateur de
câblage pour véhicules spéciaux.

4, chemin de l'Aéroport
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 358-4400

www.mul-t-plex.com

UN SECTEUR DE CHOC

Power Battery, une assurance contre les défaillances électriques

CLAUDE PHANEUF

Nous sommes loin des petites piles AAA de nos baladeurs. Lorsque Jean Montpetit, vice-président de Power Battery, parle de batteries, il s'agit d'un système électrique d'une tout autre dimension, capable de maintenir les opérations critiques d'une entreprise lorsque le courant vient à manquer. Une panne d'électricité, dans certains cas, peut causer des dommages incalculables. Ce que fabrique l'entreprise est en quelque sorte une police d'assurance contre les défaillances électriques.

Certaines activités nécessitent une alimentation électrique continue, voire permanente. Une interruption leur causerait des problèmes de taille: pertes de production, remboursements, mais aussi vulnérabilité soudaine des systèmes de sécurité. Le grand black-out d'août dernier, en Ontario et dans le nord-est des États-Unis, est un pénible rappel de notre dépendance à l'électricité.

Power Battery fabrique une gamme complète de systèmes d'alimentation sans coupure, ou ce que les spécialistes surnomment UPS (uninterruptible power supply). Une grande variété d'industries y ont recours, notamment celle des télécommunications. Leur utilisation varie tout autant en complexité, allant du simple éclairage d'urgence d'un édifice à la sauvegarde informatique de systè-

mes de données.

L'usine d'Iberville est la seule installation canadienne à produire des batteries dites «VRILLA» (Valve-regulated lead-acid battery), une technologie relativement récente. Traditionnellement, le mélange de plomb et d'acide sulfurique entraînait une dissipation de l'eau contenue dans les cellules d'une pile. Elles nécessitaient un entretien périodique afin d'en empêcher l'assèchement. Depuis les années 80, l'intégration de soupapes de sécurité permet de sceller les cellules et, du coup, créer des compartiments étanches pour le plomb. Résultats: moins d'entretien et plus de sécurité environnementale.

Power Battery est l'une des premières entreprises à mettre au point ces soupapes de sécurité. Fondée en 1972, la compagnie mère se trouve à Paterson au New Jersey. Ce n'est qu'en décembre 1984 qu'elle ouvre ses portes à Iberville, modestement, avec une poignée d'employés. Aujourd'hui, l'usine d'Iberville embauche 180 des 400 employés de la compagnie. Elle y conçoit et assemble des systèmes d'alimentation électriques standards ou adaptés aux besoins particuliers des clients, incluant accessoires, supports et coffrets.

Bien qu'elle soit de taille moyenne à comparer aux quelques géants qui dominent ce marché (Johnson Control, East Penn Manufacturing...), Power Battery livre ses produits à travers le monde. La production locale s'achemine notamment vers les marchés canadiens et européens. Mais le grand branle-bas de l'industrie des télécommunications a secoué bon



Bill Rasmussen, président, et Jean Montpetit, vice-président de Power Battery.

nombre de joueurs. À l'heure actuelle, le marché reprend de la vigueur, sans toutefois annoncer un niveau de production semblable à celui des années 90.

Tout compte fait, pour Jean Montpetit, la taille de l'entreprise constitue un

atout permettant d'adapter rapidement les produits aux besoins des clients individuels. Et avec la vague de déréglementation de la production et la distribution de l'énergie qui frappe plusieurs pays, le besoin d'une alimentation électrique in-

interrompue peut prendre de l'ampleur.

P.-S.: Pour les amateurs particulièrement électriques de la langue française, le mot batterie signifie un groupe de piles. Ce n'est qu'en anglais qu'il désigne la pile elle-même. ■



Power Battery est la seule entreprise canadienne à fabriquer des batteries scellées.

LE RENDEZ-VOUS DES GENS D'AFFAIRES !

Chez Nestor

PORTO, COGNAC, MARTINI, SCOTCH
CIGARE, FROMAGE

RENDEZ-VOUS, CHARMER, PAR L'AMBIANCE
EXQUISITE ET L'EXCELLENCE D'UN DÉJEÛNER
RECONSTITUANT À QUÉBEC

Rens. : (450) 542-9996

234, rue Richelieu
Saint-Jean-sur-Richelieu

À L'AVANT-GARDE AVEC EMPLOI-QUÉBEC

Les comités sectoriels au service des entreprises

Jacques Tremblay (nom fictif) est propriétaire d'une entreprise de transport de la région du Haut-Richelieu. Depuis quelque temps, monsieur Tremblay note une baisse de motivation chez son personnel. Ce propriétaire d'entreprise voudrait bien faire une intervention, mais par où commencer?

Pour l'aider dans sa démarche, il contacte un agent du service aux entreprises d'Emploi-Québec. Après avoir discuté de la situation, l'agent lui suggère de consulter le site web du comité sectoriel du transport, camo-route: www.camo-route.com. En naviguant sur le site, monsieur Tremblay découvre de nombreux outils, spécifiquement adaptés pour le secteur du transport. Par exemple, il a trouvé six possibilités de formation ainsi que plusieurs renseignements sur l'état actuel de l'industrie des transports au Québec.

Un comité sectoriel, qu'est-ce que c'est?

Mais au fait, qu'est-ce qu'un comité sectoriel? Un comité sectoriel, c'est un regroupement de partenaires d'un même secteur d'activité économique. Au Québec, on retrouve 26 comités sectoriels tels que: chimie, pétrochimie et raffinage, commerce de détail, plasturgie, production agricole, tourisme, transformation alimentaire et transport routier. Les comités sectoriels sont des partenaires importants pour aider Emploi-Québec à réaliser sa mission qui est de contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et à un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. C'est d'ailleurs la Commission des partenaires du marché du travail, l'organisme qui chapeaute Emploi-Québec, qui reconnaît les différents comités sectoriels de main-d'œuvre et approuve leur budget.

Les principaux mandats d'un comité sectoriel sont de définir les besoins propres à un secteur d'activité, de proposer des mesures pour stabiliser l'emploi, de réduire le chômage et de développer la formation continue dans les entreprises.

On retrouve à l'intérieur des comités sectoriels des représentants d'associations patronales, d'entreprises, de syndicats et d'associations de travailleurs. Tous ces gens sont bien au fait de la situation et des problèmes de leur industrie ou de

leur secteur d'activité. Chaque comité, devient donc une source de renseignements très utile pour aider les entreprises.

Internet, un bon moyen de se renseigner

Chaque comité a un site Internet qui lui est propre et où vous trouverez un éventail d'informations. Vous pouvez trouver l'adresse de votre comité sectoriel dans la section «entreprise» du site web d'Emploi-Québec au www.emploi-quebec.net.

Chaque site web a sa particularité, mais de façon générale, on peut y trouver des renseignements sur le secteur (diagnostic), sur les formations disponibles, sur les activités et enfin, sur les nouvelles qui touchent le secteur (colloques, groupes de discussion, etc.). Certains comités offrent même des outils qui permettent aux entreprises de publier leurs offres d'emploi et aux chercheurs de soumettre leur candidature.



En tout, on retrouve 26 comités sectoriels, dont celui sur le secteur de l'industrie électrique et électronique. Chacun a son site Internet.

Pour en savoir plus...

Vous avez des questions sur les comités sectoriels? N'hésitez pas à contacter directement votre comité par téléphone ou par Internet. Ils se feront un plaisir de vous aider. Et pour la gestion de vos res-

sources humaines, consultez le site web d'Emploi-Québec à l'adresse www.emploi-quebec.net ou contactez le service aux entreprises du Centre local d'emploi (CLE) du Haut-Richelieu au (450) 348-9294 ou au 1 800 567-3627, poste 287. ■

Augmentez votre degré de confort et d'efficacité!



LENNOX
CLIMATISATION - CHAUFFAGE

**PC PLOMBERIE
CARILLON**

485, rue Saint-Jacques
Saint-Jean-sur-Richelieu
347-0388 - 347-0389
EN AFFAIRES DEPUIS 1957

DEPUIS 1955

Mme Clouâtre
FLEURISTE

Nous livrons
à travers le monde

**GAMME COMPLÈTE
LIVRAISON 7 JOURS**

(450) 347-0311

Sans frais États-Unis/Canada 1-888-347-0311
405, 2e Avenue, Saint-Jean-sur-Richelieu

SELON LA FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE

Les CLD et les CRE doivent inclure le milieu des affaires

Avec le dépôt du projet de loi sur la révision des structures de décentralisation et de développement régional, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) rappelle l'importance d'inclure le milieu des affaires dans les nouvelles instances chargées du développement économique et donne son appui à la démarche et au diagnostic du gouvernement qui mèneront à une révision de leur mode de gouvernance.

Au titre des centres locaux de développement (CLD), sans remettre leur existence en cause, la FCCQ constate toutefois que plusieurs des modalités de fonctionnement de ces organismes doivent être repensées et elle estime que le gouvernement se doit d'en revoir la composition, la mission et le mode d'opération après presque sept années de mise en oeuvre.

La FCCQ et ses 180 chambres de commerce membres souhaitent rappeler au gouvernement du Québec que le succès d'une politique de développement économique repose sur une participation importante et soutenue du milieu et des gens d'affaires. Selon Françoise Bertrand, présidente de la Fédération, «les régions qui ont connu le plus de succès en matière de développement économique sont celles où ces acteurs incontournables ont pu jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques de développement éco-



Françoise Bertrand

nomique et la livraison de services aux entrepreneurs et entreprises».

De manière à étendre ce succès à toutes les régions du Québec, Françoise Bertrand demande au gouvernement «de saisir l'occasion qui lui est offerte de consacrer, de façon statutaire, la place des gens d'affaires et d'utiliser le réseau des chambres de commerce, seul réseau organisé, structuré, bien établi dans chacune des régions du Québec et qui regroupe plus de 50 000 entreprises et créateurs d'emplois». ■

Banc d'essai des produits du terroir de Brome-Missisquoi

L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) a organisé, en novembre, un banc d'essai des produits régionaux de Brome-Missisquoi, en partenariat avec le Centre local de développement de Brome-Missisquoi (CLD), les Aliments du Québec ainsi que la firme Idémo Communication.

Le but de l'opération est de permettre aux producteurs de cette région de présenter leurs produits fins à une brochette de chefs cuisiniers montréalais réputés afin de susciter entre eux des échanges fructueux qui donneront naissance à des plats inédits, savoureux et typiquement québécois.

Sous la coordination du chef Philippe Métayer, professeur à l'ITHQ, des élèves terminant leur programme de cuisine d'établissement ont été intégrés à ces briga-



La stratégie vise à développer une gastronomie basée sur les produits du terroir.

des d'un jour. Cette activité pédagogique des plus enrichissantes mettait en relation la relève avec deux maillons importants de la chaîne agroalimentaire.

C'est dans les cuisines de l'Institut qu'a eu lieu l'événement. Conseillés par ces producteurs passionnés et

novateurs, les chefs d'aujourd'hui et de demain ont pu harmoniser textures, couleurs et saveurs pour apprêter des produits dont la qualité n'a d'égale que la rareté: cerf rouge, sanglier, émeu, daim et canard; plantes indigènes, fines herbes, fleurs comestibles; vin, cidre, hydromel et porto; gelées et confitures, sans oublier les fromages, le miel et le sirop d'érable.

Dans une perspective globale, l'ITHQ encourage ses apprentis cuisiniers à créer des liens d'affaires avec les producteurs agricoles, les restaurateurs ainsi que les distributeurs. L'Institut estime qu'il s'agit d'une bonne stratégie pour développer une gastronomie spécifique aux régions du Québec, basée sur l'originalité et la richesse des produits de chaque terroir. ■

NOUVEAU - NOUVEAU - NOUVEAU TAPIS - LOGO



- **Aucun investissement**
- **Aucun inventaire**
- **Remplacement hebdomadaire avec des tapis fraîchement nettoyés**
- **Pour une belle apparence à l'entrée de votre entreprise**

Location pour aussi peu que

750\$

Exemple : Tapis-Logo 3 pi x 5 pi

/semaine

Pour un temps limité
ESSAI GRATUIT
d'une semaine
Contactez Karine au poste 27

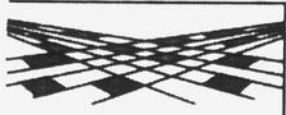
Depuis 1938

Nettoyeur
Martin

• TAPIS ET UNIFORMES •

285, rue Saint-Jacques, Saint-Jean-sur-Richelieu (450) 347-2373

CONTROLE PC!



Tél. : 450.346.8710

418, des frênes, St-Jean-sur-Richelieu
www.controlepc.com

FABRICANTS D'ORDINATEURS DE BORD (BOÎTE NOIRE)

- | | |
|-------------------------------|---|
| - GPS | - Réductions des coûts relatifs à la gestion du parc de véhicules |
| - Cartographie | - Système de surveillance GPS |
| - Rapport d'accident | - Solutions en sécurité routière |
| - Système automatique Antivol | - Analyse d'informations |

DEPUIS 15 ANS

118160-3F74

120005-3F74

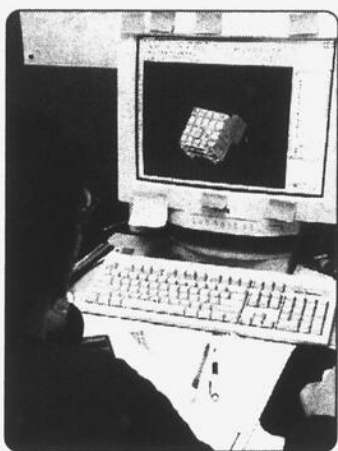
Nouveau guide sur la formation dans les technologies de l'information

Les Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) ont procédé cet après-midi au lancement officiel du Guide d'aide à la décision sur la formation par les TIC (technologies de l'information et des communications). « Ce guide est le seul qui reflète le point de vue des entreprises face à la multitude de produits et solutions e-learning offert sur le marché », selon Paul-Arthur Huot, président-directeur général des MEQ lors du lancement.

« Les nouvelles technologies nous offrent une foule d'outils nouveaux à haute performance pour faciliter l'apprentissage de groupes de travailleurs.

Les formations par les logiciels, les simulateurs, les tuteurs électroniques à écran tactile, l'apprentissage en ligne, etc., sont de plus en plus adaptées aux façons de faire et à la réalité des manufacturiers déjà habitués au juste à temps », explique Paul-Arthur Huot.

Simple d'utilisation, le Guide d'aide à la décision sur la formation par les TIC est un outil qui permet de répondre principalement à cinq questions : La formation par les technologies de l'information



La technologie de l'information évolue rapidement, entraînant des besoins de formation. Elle peut elle-même être un outil pour la formation du personnel.

et des communications convient-elle à mon entreprise ? Répond-elle à mes besoins en formation ? Comment choisir les dispositifs adéquats ? Comment en calculer les coûts ? Quels bénéfices mon entreprise peut-elle en tirer ? « Chacune de ces questions fait l'objet d'une étape du guide et vise à apporter des réponses concrètes aux manufacturiers », précise Paul-Arthur Huot.

Pour réaliser ce guide, les MEQ ont fait appel aux services du CEFRIQ et du GRAVTI (Groupe de recherche sur l'ap-

prentissage à vie par les technologies de l'information). Le financement du projet a, quant à lui, été rendu possible grâce à une contribution financière d'Emploi-Québec et l'appui de la Commission des partenaires du marché du travail.

Le projet a également bénéficié de la collaboration de dix

entreprises manufacturières : Alcan, Bombardier, Bowater Pâtes et Papiers Canada, Goodyear Canada, IBM Canada, Interquisa Canada, Kruger, Molson Canada, Pétromont et Sanmina-SCI. TechnoCompétences, le comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications a également

fourni son soutien au projet. Tecscult Eduplus et la Banque Nationale du Canada ont, pour leur part, commandité la distribution du guide auprès des entreprises manufacturières québécoises. Ce guide est offert gratuitement en format papier (info@meq.ca) et en version numérique à l'adresse : www.meq.ca. ■

Les Canadiens confiants de leur avenir financier

Malgré certaines conditions difficiles, les Canadiens demeurent confiants à propos de leur avenir financier; révèle une étude commandée par Placements ÉpargneCanada (PEC), l'organisme responsable du programme des Obligations d'épargne du Canada.

L'étude sur l'épargne nationale, menée chaque année dans le but d'en savoir plus sur les habitudes et objectifs d'épargne des Canadiens, révèle que 61% de ceux-ci s'attendent à ce que leur situation financière s'améliore au cours des quatre prochaines années. Ce chiffre est légèrement inférieur au résultat de 63% obtenu en 2002, mais il dépasse les pourcentages enregistrés en 2000 (58%) et en 1997 (54%). L'étude nous apprend également que huit Canadiens sur dix sont satisfaits ou relativement satisfaits de leur situation financière, perpétuant ainsi la tendance observée depuis les cinq dernières années.

Cette année, près de la moitié des personnes interrogées ont dit adopter une attitude prudente plutôt qu'audacieuse en matière d'investissement.

« Les Canadiens de tout le pays savent s'adapter aux circonstances et demeurent optimistes au sujet de leur avenir financier », commente Jacqueline Orange, présidente directrice générale de Placements ÉpargneCanada. « Ils se dotent d'un plan d'épargne et limitent les risques qu'ils prennent avec leur argent; ce sont là deux des principales raisons qui alimentent la confiance des Canadiens et laissent présager que l'avenir sera prospère. (...) L'étude a aussi permis de voir, ce qui n'a rien de surprenant, que la sécurité des produits d'épargne constituait la grande priorité pour 68% des personnes interro-

gées, devant ainsi le taux de rendement potentiel. »

Les Canadiens placent l'atteinte d'une plus grande sécurité financière en tête de liste de leurs objectifs financiers. Au cours des deux dernières années, le remboursement des dettes a été jugé plus prioritaire que l'épargne en vue de la retraite. L'étude montre que les Canadiens à revenu moyen ayant entre 25 et 45 ans donnent beaucoup d'importance au remboursement de leurs dettes.

Selon 27% des personnes interrogées, en matière d'épargne, la chose la plus importante qu'ils aient apprise concernait l'importance de commencer tôt à épargner. Venait ensuite le fait de s'en tenir à un plan préétabli (11%). Au chapitre des méthodes d'épargne efficaces, la très grande majorité des personnes interrogées (à peu près 81%) estiment que les programmes du type de ceux faisant appel aux retenues automatiques sur le salaire constituent le meilleur moyen d'épargner.

« Ces résultats viennent confirmer la tendance observée chez les Canadiens relativement à la façon dont ils épargnent en vue de leur avenir - ils procèdent une étape à la fois, mettent de l'argent de côté avec régularité, semaine après semaine, mois après mois », a souligné Mme Orange.

L'étude sur l'épargne nationale repose sur les opinions de 1 500 Canadiennes et Canadiens interrogés par téléphone en septembre 2003. La marge d'erreur est de 2,5%, 19 fois sur 20.

Une seconde étude a été menée pour comparer le rendement de l'Obligation d'épargne du Canada (OEC) et de l'Obligation à prime du Canada (OPC) avec celui d'autres

produits d'investissement, dont les CPG, les fonds d'actions et d'obligations du Canada et l'indice de rendement global composé TSX au cours des dernières années, en considérant des périodes de 1, 3, 5, 10 et 15 ans.

Cette étude montre que, dans plus de 60% des cas, l'OEC et l'OPC ont offert un meilleur rendement que les autres catégories de produits, s'agissant des obligations conservées jusqu'à l'échéance et/ou réinvesties dans une nouvelle émission. En outre, l'OEC et l'OPC arrivaient en tête de liste au chapitre du rendement sur une période de 5 ans, ce qui indique que ces titres donnent de bons résultats comme placements à moyen terme.

L'étude, effectuée par un auteur et analyste spécialiste du domaine financier, a aussi permis de constater que les OEC offraient un meilleur rendement que les CPG moyens à terme d'une année, et ce, neuf années sur quinze; pour leur part, les OPC, lancées en 1998, battaient constamment les CPG moyens à terme d'une année offerts par les grandes institutions financières.

Trois raisons peuvent expliquer ce rendement supérieur des obligations: d'abord, les taux garantis sur plusieurs années ont été profitables pour les personnes qui avaient investi dans les OEC lorsque les taux d'intérêt ont baissé; ensuite, lors des années où les taux d'intérêt ont augmenté, les taux rapportés par les OEC ont été majorés, de sorte que les investisseurs continuaient de profiter d'un rendement concurrentiel; enfin, les personnes ayant investi dans les OEC et les OPC ont pu maintenir la valeur de leur capital et de leurs intérêts malgré les fluctuations récentes des marchés. ■

Michel Paré à l'Institut d'arbitrage

Le conseil d'administration de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec (IMAQ) a annoncé récemment la nomination de Me Michel Paré à titre de président de l'IMAQ. Il occupera cette fonction à compter du 1^{er} janvier 2004 et succédera ainsi à M. Jean La Couture, FCA, président de Huis Clos Ltée, qui assume cette responsabilité depuis quatre ans.

Me Paré n'est pas inconnu dans la région. Avocat et politologue, il est vice-président aux Affaires politiques de l'Association de la construction du Québec. Plusieurs constructeurs de la région ont travaillé avec lui au sein de l'Association. Il oeuvre depuis plus de 20 ans dans le monde patronal de l'industrie de la construction et depuis plus de 14 ans au sein de l'Association de la construction du Québec.

En plus des nombreuses fonctions inhérentes à son organisation, Me Paré oeuvre au sein de différents organismes dont le Conseil d'administration du Conseil du patronat du Québec et le Conseil d'administration de la Régie du bâtiment du Québec.

L'IMAQ est un organisme à but non lucratif qui a pour mandat de faire la promotion des méthodes alternatives de résolution de conflits, telles la médiation et l'arbitrage et de fournir un accès à des médiateurs accrédités dans les domaines civil et commercial. On peut obtenir davantage d'information sur l'IMAQ sur le site www.imaq.org qui offre en outre, aux gens d'affaires et aux particuliers, un service de référence gratuit comprenant plus d'une centaine d'arbitres et de médiateurs accrédités aux quatre coins du Québec. ■

STATISTIQUES D'EMPLOI

L'Institut de la statistique préfère les données désaisonnalisées

Chaque mois, Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) publient des données relatives à l'emploi et au chômage au Québec. Ces données proviennent de la même enquête de Statistique Canada et c'est amorcer un faux débat d'affirmer que les données de l'ISQ sont de meilleure qualité que celles de Statistique Canada, ou l'inverse.

Selon l'ISQ, il est préférable d'utiliser les données désaisonnalisées pour l'analyse de la conjoncture. L'organisme souhaite apporter un éclairage dans les discussions qui ont lieu dans certaines régions du Québec au sujet de la création ou de la perte d'emplois.

Les données de base pour l'analyse du marché du travail au Québec et dans ses régions proviennent toutes de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada à laquelle répondent chaque mois environ 54 000 ménages canadiens, dont quelque

10 000 ménages québécois. Les résultats de cette enquête sont publiés mensuellement tels quels (données brutes) ou corrigés des variations saisonnières (données désaisonnalisées) pour le Canada et l'ensemble du Québec.

Dans le cas des régions administratives du Québec, la précision des données mensuelles n'est pas jugée satisfaisante par Statistique Canada pour qu'elles soient diffusées telles quelles. Mais en remplaçant la donnée du mois courant par la moyenne de cette donnée et de celles des deux mois précédents (moyenne mobile de trois mois), on obtient un résultat qui est de qualité satisfaisante pour être publié. Cette moyenne mobile de trois mois devient ainsi la donnée (brute) diffusée chaque mois par Statistique Canada pour les régions administratives du Québec.

L'ISQ apporte une valeur ajoutée aux données régionales de Statistique Canada en corrigeant les données de base (données mensuelles brutes, non publiées) des variations saisonnières. Les données désaisonnalisées

ainsi obtenues sont ensuite diffusées sous forme de moyennes mobiles de trois mois.

La précision et la fiabilité de ces moyennes mobiles désaisonnalisées sont du même ordre que celles des moyennes mobiles brutes produites par Statistique Canada.

Les analystes du marché du travail ont donc à leur disposition deux ensembles de données de qualité équivalentes pour analyser la situation du marché du travail dans les régions du Québec. Cependant, l'ISQ considère que l'analyse économique des fluctuations à court terme du marché du travail est mieux servie par l'utilisation des données corrigées des variations saisonnières. En effet, les données désaisonnalisées permettent de mieux faire ressortir l'impact de la situation économique de la région sur l'emploi et le chômage puisque les variations saisonnières en sont exclues.

Des données sont consultables sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec à l'adresse: www.stat.gouv.qc.ca.

Le Profil du commerçant pour savoir avec qui on fait affaire!

Je dois changer les fenêtres de ma maison et j'ai communiqué avec trois rénovateurs domiciliaires. J'aimerais savoir s'il y a déjà eu des plaintes à leur sujet? Si c'est le cas, de quels types de plaintes s'agit-il? J'aimerais savoir aussi s'ils détiennent un permis de l'OPC. Répondre à ces questions, c'est ce que vise le Profil du commerçant, un service d'information inédit, accessible en tout temps sur le site Internet de l'Office de la protection du consommateur (OPC), à l'adresse www.opc.gouv.qc.ca.

Depuis 1999, pour chaque commerçant au sujet duquel l'OPC reçoit une plainte documentée et jugée fondée, il entreprend une action juridique ou encore émet un permis, un profil est créé, appelé le Profil du commerçant. Disponibles en 2000 par téléphone et par courrier, ces renseignements sont directement accessibles depuis 2002 sur le site Internet de l'OPC, répondant ainsi à des demandes exprimées chaque année par des milliers de consommateurs et par les médias. On compte actuellement près de 14 000 commerçants dont le profil peut être consulté sur le site Internet de l'OPC, et depuis 2002, plus de 63 000 consultations ont été

enregistrées.

En mettant à leur disposition de l'information fiable et mise à jour quotidiennement, le Profil du commerçant permet aux consommateurs de mieux se renseigner avant de faire une transaction, et donc de faire des choix plus éclairés. Il leur permet aussi de jouer un rôle actif dans leur propre protection en matière de consommation. Pour leur part, les commerçants y trouvent l'occasion de prendre connaissance des plaintes des consommateurs et de modifier s'il y a lieu leur approche clientèle.

Soulignons que l'Office de la protection du consommateur s'est vu attribuer dernièrement une mention spéciale pour la réalisation du Profil du commerçant lors du gala des Prix d'excellence 2003 de l'administration publique québécoise. L'OPC est le seul organisme gouvernemental au Québec et au Canada à rendre accessible ce type d'information aux citoyens. Le Profil du commerçant suscite d'ailleurs beaucoup d'intérêt chez les autres ministères et organismes gouvernementaux québécois, dans les autres provinces canadiennes et même sur le plan international, car il s'agit d'une approche inédite en matière de renseignements publics.

Le CRIQ offre de nouveaux services aux exportateurs

Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) annonce le regroupement d'un ensemble de services techniques qui visent à supporter les entreprises manufacturières dans la réussite de leur projet d'exportation. Parmi ces services, réunis sous l'enseigne CRIQ-Exportation, les entreprises peuvent, entre autres, bénéficier dès maintenant d'un nouvel outil d'aide à la décision: le bilan normatif personnalisé.

Le «Bilan normatif» précise l'ensemble des lois, des règlements et des normes auxquels un produit doit se conformer pour rencontrer les exigences des organismes de contrôle d'un pays donné. Le bilan identifie également

chacune des instances concernées ainsi que les laboratoires qui sont en mesure de réaliser les analyses et les essais requis. De plus, il fournit, à titre indicatif, une estimation des coûts et des échéanciers des travaux à réaliser.

Bref, c'est un outil d'information stratégique qui sert à établir un «plan de match» réaliste. Madame Carole Lachance, vice-présidente, Partenariat et développement des marchés du CRIQ, souligne l'importance de sensibiliser les entreprises manufacturières aux différentes contraintes techniques liées à la décision d'exporter: «Un produit qui est conforme aux exigences requises au Québec ne répond pas nécessairement aux critères qui sont exigés hors Québec. Certaines entreprises l'ont appris à leurs dépens. Étant donné qu'au fil des ans nous avons développé une expertise par-

ticulière en ce domaine, nous avons décidé de réunir nos différents services sous CRIQ-Exportation». Elle ajoute, «les Bilans normatifs que nous concevons parlent d'eux-mêmes. Ils démontrent clairement l'importance qu'il faut accorder aux premières phases d'une démarche pour l'exportation d'un produit.»

Pour terminer, madame Lachance précise: «Nos experts sont en mesure d'accompagner les entreprises exportatrices dans leur démarche pour la normalisation et la certification, la réalisation des essais de certification et d'homologation de leurs produits et celles concernant la production de documents. Mais la valeur ajoutée du CRIQ, ce sont les conseils que le personnel technique offre aux entreprises exportatrices pour minimiser les frais associés à la démarche d'exportation d'un produit.»

La loi sur les coops sera révisée

Le ministre du Développement économique et régional du Québec, M. Michel Audet, a présenté à l'Assemblée nationale, en novembre, le projet de révision de la Loi sur les coopératives, à titre de responsable de l'administration de cette loi. Ce projet, très attendu, a fait l'objet de consultations auprès du mouvement coopératif, ainsi que des partenaires socio-économiques et gouvernementaux.

«Nous présentons ce projet de révision afin de créer des conditions propices au développement des coopératives, dans le respect et la réaffirmation des valeurs et des principes coopératifs. Il existe une grande mobilisation et un large consensus du milieu en faveur de l'actualisation de la législation portant sur les coopératives», a déclaré le ministre Audet.

Afin de définir un cadre juridique adapté à la réalité des coopératives d'aujourd'hui, les grandes orientations du projet de loi toucheront, entre autres, les dispositions suivantes: alléger la réglementation et les exigences administratives et réduire la paperasse; augmenter la capacité d'autorégulation

des coopératives; renforcer le caractère distinctif des coopératives; améliorer le fonctionnement coopératif; protéger les membres; améliorer la capitalisation; renforcer les réseaux sectoriels.

Il est important de préciser que le projet de révision de la Loi sur les coopératives vise les coopératives non financières. Celles-ci représentent au-delà de 2 000 entreprises ayant un chiffre d'affaires de 7,6 milliards de dollars en 2001, avec un actif total de 3,8 milliards de dollars et procurent de l'emploi à 37 500 personnes.

«La performance des entreprises coopératives est élogieuse. En quatre ans, le nombre d'emplois dans ces entreprises a bondi de 37%, passant de 27 400 à 37 500, pour un gain net de plus de 10 000 emplois. Leur taux de survie est deux fois supérieur à celui des entreprises privées et, de surcroît, près de 75% des emplois coopératifs sont situés hors des grands centres. Voilà qui est réjouissant. Nous voulons que les coopératives maintiennent leur rythme de développement», a conclu le ministre.

Le rendement environnemental des entreprises doit être connu

Le gouvernement du Canada a lancé, en novembre, une démarche pour inviter les entreprises canadiennes à rendre compte de leurs pratiques et de leur rendement sociaux et environnementaux.

Les ministres: de l'Environnement, l'honorable David Anderson, des Affaires étrangères, l'honorable Bill Graham, de l'Industrie, l'honorable Allan Rock et du Commerce international, l'honorable Pierre Pettigrew parrainent cette nouvelle initiative. Dans une lettre envoyée aux compagnies canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto, ils les encouragent à montrer leur leadership en utilisant la Trousse d'information sur la production de rapports sur le développement durable.

«Les rapports sur le développement durable sont un puissant outil qui permettra aux investisseurs, aux employés,

aux consommateurs et aux organismes de réglementation de prendre des décisions informées», a déclaré le ministre Anderson. «Environ 80 entreprises canadiennes ont déjà fait preuve de leadership dans le domaine du développement durable en produisant ce type de rapports.»

Les outils et les pratiques de développement durable aident les entreprises à non seulement améliorer leur rendement social et environnemental, mais aussi à faire preuve d'innovation et à être concurrentielles. Pour les aider, le gouvernement du Canada s'est associé à des experts du domaine des rapports corporatifs afin de développer le site «Web Trousse d'information» sur la production de rapports sur le développement durable.

«Le développement durable est un concept à grande valeur ajoutée», a déclaré Allan Rock, ministre de l'Industrie. «Plus nous parviendrons à concrétiser et à mesurer cette valeur

ajoutée, plus nous favoriserons l'adoption de comportements fondés sur une saine concurrence à l'échelle des entreprises et même à plus vaste échelle. Cet instrument de mesure du rendement environnemental facilitera le travail des entreprises au moment de rendre compte de la dimension sociale et environnementale de leurs activités auprès de leurs principaux interlocuteurs, en soulignant le caractère foncièrement bénéfique du développement durable.»

Au Canada, les rapports sur le développement durable sont produits sur une base volontaire. Toutefois, dans un nombre croissant de pays, la production de ces rapports est devenue obligatoire. En lançant cette Trousse, le Canada montre son engagement à respecter les ententes conclues lors du Sommet sur le développement durable visant à inciter l'industrie à améliorer son rendement social et environnemental par le biais de mesures volontaires.



Le rapport sur le développement durable est un outil pour l'entreprise.

«Lorsque les compagnies canadiennes démontrent une bonne présence sociale, elles promeuvent les valeurs et la culture canadiennes à l'étranger, tout en faisant avancer les droits humains et la saine gouvernance», a affirmé Bill Graham, ministre des Affaires étrangères.

«Promouvoir la responsabilité sociale auprès des entreprises est directement liée aux efforts du gouvernement en matière d'avancement du commerce international et d'investissement», a déclaré Pierre Pettigrew, ministre du Commerce international.

Cette trousse contient de

l'information et des conseils sur plusieurs points clés, notamment sur les avantages de produire des rapports; les éléments clés d'un rapport de qualité ainsi que les études de cas et pratiques exemplaires du Canada et de l'étranger. Les entreprises sont invitées à suivre les conseils de la Trousse et à concevoir la structure et le contenu de leurs rapports sur le développement durable en fonction de la nature de leurs activités et de l'intérêt de leurs intervenants.

On peut obtenir plus de renseignements sur le site Web des rapports sur le développement durable à www.rapport-durabilite.ca.

CLASSE

affaires

Prochaine édition : 14 janvier 2004

THÈME :

La formation en entreprise

Faites parler de vous et soyez vu partout dans le Haut-Richelieu!

Contactez notre service des ventes
(450) 347-0323

STYLE

par M. Standish

Quest

NISSAN



Venez faire l'essai
de la nouvelle Quest
2004 dès
maintenant !
Passez en
mode confort !

DE L'ESPACE.
SUBITO
PRESTO.

Idées géniales.
Grandes et petites.



5
Même quand tous les sièges sont occupés, il reste encore beaucoup d'espace, y compris un compartiment profond pour des paquets (ou autre chose). C'est comme avoir un énorme coffre en plus d'une aire de chargement.



6
La 3e rangée s'intègre au plancher pour révéler une aire de chargement parfaitement plane.



7
Avec les deux rangées repliées, il y a de la place pour vous, votre conjoint et une planche de contreplaqué de 4x8. L'amour fou !

**COUPAL et
BRASSARD AUTO INC.**

**500, boul. De Périgny,
Chambly
(450) 658-3443
(514) 856-0030**

DEUX SUCCURSALES

**127, route 104,
Iberville
(514) 856-7793
(450) 347-5593**





Les meilleures affaires en ville !

INTERNET | TÉLÉ PAR SATELLITE | MOBILITÉ |
SOLUTIONS D'AFFAIRES | TÉLÉPHONIE

Installation incluse



Sur les traces du
Père Noël 2



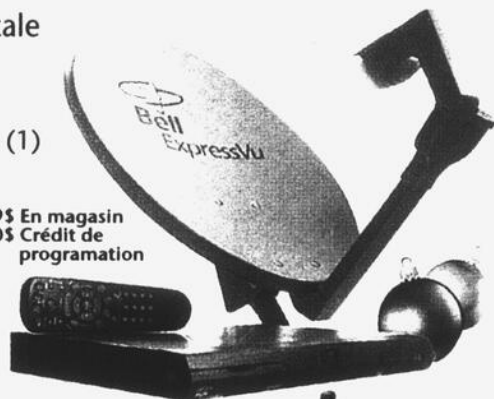
Hulk

Le système de télé numérique par satellite
Bell ExpressVu 3120 de Bell

- Pas de remise postale
- Pas de crédit de programmation

49\$ (1)

99\$ En magasin
- 50\$ Crédit de
programmation



NOUVEAU Téléphone sans fil submersible

uniden

- Avec afficheur
- Oui, il flotte !

900 Mhz

129\$ ou 12,37\$/mois



Caméras numériques Kodak



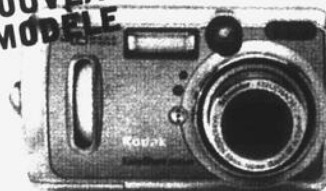
CX 6200

- Zoom numérique 3X
- 2 mégapixels

129\$

NOUVEAU
PRIX !

NOUVEAU
MODÈLE



DX6440

4 mégapixels
Zoom optique 4X

- Incluant : • Station d'accueil
• Bloc piles rechargeables

21¹⁵
sur 36 mois

579⁹⁵\$

PRIME : Trousse de démarrage Kodak GRATUITE

À LA CARTE Téléphones à prix incroyables

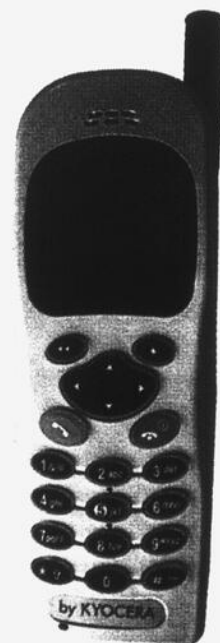
- Aucun contrat
- Aucune enquête de crédit
- Aucune mensualité

Kyocera QCP2035

88\$

incluant
100 MINUTES
D'UTILISATION

(Remise à neuf)

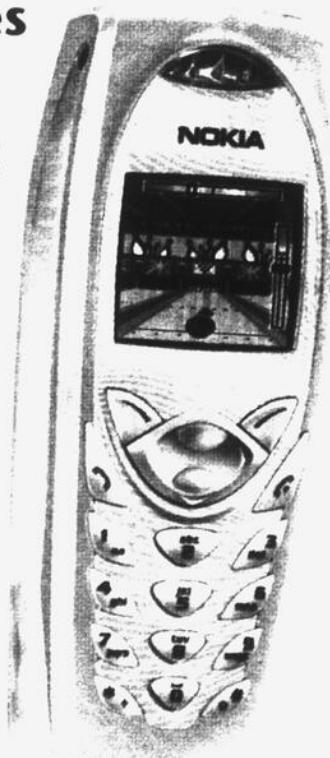


Obtenez
**4 mois d'appels locaux
illimités** (2)

0\$

en
magasin (3)

Écran couleur



**Téléphone cellulaire
Nokia 3586i**

Choisissez
un téléphone
et obtenez

4 mois

d'appels
locaux
illimités (2)

et
**4 mois de
forfaits inclus**



Trousse-cadeau
à partir de
125\$

LG TM250

Nokia 3586i

Visitez un magasin Espace Bell près de chez vous :

391, boul. du Séminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-5210

Carrefour Richelieu (à côté du Zellers)
600, rue Pierre-Caisse,
Saint-Jean-sur-Richelieu
(450) 349-4400

(1) Pour les nouveaux abonnés seulement. Nécessite un contrat de 2 ans sur un forfait de 37,99\$ ou plus.

(2) S'applique aux nouvelles activations seulement avec abonnement de 24 mois.

(3) Le prix des téléphones s'applique à des ententes de service de 24 mois sur des forfaits Mobilité à 35\$ ou plus.